

Discorde
à la mouvance
**Bouna
Keita peut
éviter la
scission**
Page 10



Un crash coûte la vie à deux
officiers guinéen et français
L'Armée en deuil Page 6



ENTRETIEN AVEC
Fadi Wazni
chef d'entreprise
et diplomate
chevronné Page 6



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°530 • LUNDI 10 OCTOBRE 2016 • 3000 FG • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Consensus sur les élections, la réforme de la CENI et du Code électoral **N'en déplaît pas aux petits partis !**

Malgré quelques désaccords, le dialogue politique inter-guinéen évolue quoi qu'au désavantage de certains partis de moindre envergure. Un consensus a été trouvé sur l'organisation des élections communales et locales, la réforme de la loi L 016 sur la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et l'actualisation du Code électoral. **Page 5**

Entrevue spéciale

Le député Pépé Toupou dit tout sur...

L'aventure de Domani Doré, le péché de Sékou Traoré, la faute de Diawara PTS

Le parlementaire avertit l'ancienne ministre des Sports Domani Doré, Ahmed Sékou Traoré et Mamadou Diawara du PTS: «Au RPG Arc-en-ciel, nous ne sommes pas un serpent à mille têtes». Et votre «théâtre» n'aura servi que de «folklore», car «vous ne pourrez pas déplanter le RPG». «Vous auriez dû vous réfugier sous le grand baobab pour au moins être sous un ombrage». **Pages 9 & 10**



**Au-delà la CPI, l'affaire
28 septembre politisée
à outrance** Page 3

D'une élection, l'autre
La Guinée se plaît dans les élections
Page 4



MEDIAS Prix Hadiatou Sow 2016



**Sérianne Théa et Hadiatou
Barry lauréates** Page 5

Confidences PUBLIQUES

Les communales en 2017

A la demande de l'opposition républicaine, les élections communales initialement prévues le 18 décembre 2016, se tiendront été finalement courant premier trimestre de 2017. C'est l'honorable Amadou Damaro Camara, porte-parole de la mouvance présidentielle au dialogue inter-guinéen qui fait l'annonce. Un événement qui coïncide avec l'ouverture de la session budgétaire pour l'exercice 2017. Une aubaine qui sera mise à profit par les députés pour apporter un toilettage au Code électoral, en vue de l'adapter à la nouvelle vision. « Comme ça, en février, on fera les élections communales conformément au nouveau Code électoral qui sera révisé par l'assemblée nationale. Dans ce nouveau code, les chefs de quartier seront désignés proportionnellement au score des listes électorales dans les quartiers », a-t-il ajouté. L'autre consensus auquel les panelistes sont parvenus, c'est la question liée à la loi L 016 relative à la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Couplage des élections: Simple arrangement, selon le juriste Mohamed Camara

L'article 3 de la Constitution indique que les partis politiques sont les seuls habilités à présenter les candidats aux élections nationales, notamment aux législatives et à la présidentielle. Mais les membres du CNT ont pris soin de laisser les élections à la disposition des quartiers et des districts, à la disposition exclusive des citoyens. Jusque-là considérées comme pomme de discorde entre la mouvance présidentielle et l'opposition, les communales et locales seront désormais couplées. Les deux parties sont parvenues à cette entente jeudi 6 octobre 2016 au Palais du peuple lors de la 9e journée du dialogue inter-guinéen. Compromis qui n'est basé sur aucun fondement (lire notre article en page 4). Sur la question, le juriste Mohamed Camara trouve un simple accord dissuasif. « C'est un arrangement simplement pour bâcler les paramètres. Figurez-vous que le mandat des élus locaux, des chefs de quartiers et de districts, c'est 4 ans. Alors que pour des mairies des communes rurales et urbaines, c'est 5 ans », rappelle-t-il. Pour sortir de cette cadence répétitive, Camara exhorte la mise en place des textes de lois pour harmoniser le mandat.

Libre Tribune / Le dialogue n'est pas au-dessus de la Constitution



Par Alpha Saliou Wann
Président de l'AFD

Je viens d'apprendre par la presse que les partis de la mouvance et de l'opposition ont trouvé un compromis sur la CENI et sur l'organisation des élections communales, par contre ils ont rejeté les élections des conseils de quartiers et de districts. A la place des élections, ils vont nommer les conseillers des quartiers et districts au prorata des résultats des élections communales.

Nous rejetons catégoriquement tout arrangement politique qui viole notre Constitution et nos lois. C'est inadmissible que l'opposition, de concert avec Alpha Condé, viole à son tour les dispositions de la Constitution sous le prétexte fallacieux de sortir d'une crise politique voulue et entretenue par le pouvoir. Nous ne pouvons pas protester contre les dérives, les violations répétées de la Constitution par Alpha Condé et le suivre nous-mêmes sur cette voie. Le faire, c'est perdre toute crédibilité aux yeux des Guinéens. Notre Constitution dispose en son article 2, alinéas 1 et 2 : La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants élus et par voie de référendum.

Aucune fraction du peuple, aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. Les partis politiques qui ont participé à ce dialogue pensent ils que leurs décisions sont au-dessus de la Constitution ? Ils ont pris la fâcheuse habitude de violer allègrement la Constitution pour préserver leurs intérêts partisans. Ils l'ont fait dans les accords du 3 juillet 2013 notamment en privant illégalement les Guinéens de la diaspora de leur droit de se recenser au même titre que ceux de l'intérieur pour les élections législatives, puis ils ont récidivé dans les accords du 20 août 2015 en installant illégalement des délégations spéciales communales car cette opération n'est fondée sur aucune loi de la République. C'est le même forfait qu'ils veulent répéter en nommant les membres des conseils de quartiers et de districts qui sont des sections des collectivités locales dont les modalités d'élection sont prévues dans la loi organique portant Code électoral de notre pays. Les dirigeants des partis politiques impliqués dans ce dialogue doivent obligatoirement respecter l'article 3 alinéa 3 de la Constitution qui dispose : Les partis politiques doivent également respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie, l'intégrité du territoire et l'ordre public. Cela veut dire par conséquent, ils n'ont pas le droit de nommer des représentants du peuple qui doivent être élus selon les lois

en vigueur, ils n'ont pas le droit de violer notre souveraineté nationale représentée par la Loi suprême de notre pays.

Il s'agit d'un sujet extrêmement important pour notre présent et notre avenir, car il n'y a pas de démocratie sans démocrates. Chaque acteur politique doit s'engager personnellement à respecter les principes de la démocratie et de l'Etat de droit. Nous ne devons pas croire à tort que l'enjeu est de faire quitter le pouvoir un dictateur en menant ce combat avec des acteurs qui ne partagent pas eux-mêmes les valeurs de la démocratie. Alpha Condé illustre bien cet exemple de celui qui était considéré par les vrais combattants de la démocratie comme étant un des leurs, d'ailleurs, il était de ceux qui étaient les plus virulents contre le pouvoir du général Lansana Conté considéré comme un dictateur. Nous voyons tous maintenant qu'il n'est pas un démocrate, mais plutôt un autocrate dont l'avènement au pouvoir est un recul démocratique. C'est pourquoi nous ne devons pas être complaisants pour quelques raisons que soient avec les prétendants actuels au pouvoir qui déjà nous montrent le peu de cas qu'ils font de notre Constitution et de nos lois. Leur coup de force ne doit pas passer cette fois-ci. Ces acteurs politiques organisent spécialement un dialogue pour discuter de la mise en place de la Haute Cour de Justice prévue par l'article 117 de la Constitution et le ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation va jusqu'à préciser que la décision issue de leurs débuts ne peut être qu'une sollicitude en direction du pouvoir. Que dire de plus, nous avons laissé le loisir à Alpha Condé de n'installer les institutions républicaines que quatre ans après son investiture pour certaines, il se voit en Louis 14 qui fait tout selon son bon plaisir.

Depuis 1958, les dirigeants guinéens ignorent royalement nos textes constitutionnels, ils se sont donnés le pouvoir de vie ou de mort sur nous. Pour preuve, ils massacrent certains et maintiennent les survivants dans la servitude. Et on nous parle d'indépendance comme s'il suffit de quitter l'oppression coloniale française pour retomber dans la barbarie de nos propres frères Guinéens pour prétendre être indépendant. Ils ont décimé nos élites politiques, militaires et économiques de 1960 à 1985, tous sont ensevelis dans des fosses communes sans sépultures, ironie de l'histoire avec certains de leurs bourreaux. Ce que les français n'ont pas fait avec Almami Samori Touré, Alfa Yaya Diallo et Dinah Salifou Camara,

qui ont eu droit quant à eux à des sépultures dignes de musulmans qu'ils étaient. De 1990 à nos jours, c'est au tour des jeunes Guinéens qui se sont soulevés pour la démocratie et l'Etat de droit d'être massacrés avec comme summum de la violence aveugle, les massacres du 22 janvier 2007 et surtout du 28 septembre 2009 où en plus des tués, une centaine de femmes ont été auvagement violées par une horde maléfique de militaires, gendarmes et policiers qui font la honte de notre pays, mais qui sont aujourd'hui sous la protection d'Alpha Condé. C'est inacceptable qu'il méprise autant les Guinéens et particulièrement les jeunes martyrs en maintenant en fonction des officiers militaires inculpés pour crimes contre l'humanité par la justice guinéenne. Il faut rappeler que les enquêteurs de l'ONU avaient déjà dressé une liste des auteurs de ces crimes contre l'humanité. C'est Alpha Condé qui fait obstruction à justice qui est sous sa coupe. Il faut que la communauté internationale en tire les conséquences en retirant le dossier des crimes contre l'humanité du 28 septembre 2009 à la Guinée pour le confier à la CPI afin que justice soit faite. Cela fait 58 ans de violences inouïes durant lesquelles nous avons perdu notre âme en tant que peuple et toute humanité qui fonde la vie en société.

De quoi sommes nous fiers ? Le général Charles de Gaulle au moins en homme d'honneur a tenu parole en n'opposant aucun obstacle à notre indépendance après notre vote du NON. Face à lui, nous avions invoqué notre Dignité dans la Liberté, mais honnêtement les dirigeants guinéens ont-ils tenu parole ? Est-ce qu'ils ont traité dignement leurs compatriotes ? Est-ce que les Guinéens ont joui de la Liberté promise ? Est-ce que les Guinéens ont bénéficié de la protection de leurs différentes Constitutions ? Pourtant dans la Constitution du 10 novembre 1958, notre Etat apportait son adhésion totale à la charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme qui est reprise dans les constitutions de 1990 et 2010. Voilà les sombres conséquences pour les citoyens du non respect des lois par leurs dirigeants. Accepter aujourd'hui, que des politiques se donnent le droit de passer outre les dispositions de notre Constitution et de nos lois, c'est permettre la perpétuation de la dictature qui s'est solidement enracinée dans notre pays depuis 1958. Si cet accord est maintenu en l'état, nous le dénoncerons devant la Cour Constitutionnelle, notamment tout accord

sur la nomination des conseillers membres des conseils de quartiers et de districts pour violation de la Constitution et de la loi organique portant Code électoral en ses articles 98 et 100.

Les Guinéens et particulièrement les jeunes doivent se mobiliser indépendamment de leur appartenance politique pour défendre notre Constitution. Il n'y aura aucun espoir pour nous de sortir de la pauvreté tant que les dirigeants du pays continueront de violer la Constitution, les lois et règlements de notre pays. Comme la société civile est devenue inaudible, voire invisible, il est du devoir de la jeunesse guinéenne de s'organiser comme celles de certains pays africains engagées dans les luttes citoyennes pour mettre fin à toutes les pratiques anti démocratiques dans notre pays.

Les avocats doivent se mettre bénévolement au service des citoyens pour saisir dorénavant la Cour Constitutionnelle contre tout acte administratif ou politique qui viole la Constitution. Nous devons aussi saisir la Cour de Justice de la CEDEAO dont les juges ont déjà fait preuve d'indépendance dans des affaires contre certains Etats membres.

Je lance un appel aux dirigeants de l'opposition qui se sont embarqués dans cette opération anti-démocratique, de se ressaisir et de n'accepter aucune compromission, ni violation des lois de la République. Nul besoin de discuter sur des questions déjà réglées par nos lois en vigueur. Ils doivent savoir que nous ne nous satisfaisons pas de ce fichier électoral corrompu qui ne reflète plus le corps électoral dans son intégrité. Notre consiste donc à reprendre un nouveau recensement électoral fiable et transparent et faire respecter scrupuleusement la loi sur la CENI dont les commentaires actuels se sont disqualifiés pour conduire une institution rénovée. Nous sommes à la croisée des chemins, nous devons faire des choix judicieux pour ne pas encore rater le tournant d'une Afrique qui se prépare à l'émergence économique. Alpha Condé nous a conduit dans l'impasse en déséquilibrant l'ordre institutionnel dans notre pays, nous devons y mettre fin pour engager un nouveau départ au plus tard en 2020. Lorsque les acteurs manquent de convictions fortes, la démocratie ne pourra pas sortir vainqueur. Il faut donc que les forces du changement se mobilisent pour imposer l'ordre démocratique dans notre pays.

Par Alpha Saliou Wann
Président de l'AFD

le populaire

Immeuble Baldé Zaïre, Manquepas, Kaloum, Conakry Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

EDITEUR, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION & DE LA RÉDACTION

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Abdoul Malick Diallo
+224 666 195 620
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmrdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet

mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré

bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

Dossier 28 septembre 2009

Au-delà la CPI, il est politisé à outrance

Le massacre du 28 septembre 2009 est l'un des crimes les plus graves de l'histoire récente de la Guinée. Sept ans après sa commission, les victimes attendent toujours que justice soit rendue dans cette affaire qui a coûté la vie à plus de 150 personnes au stade de Conakry, des femmes violées à ciel ouvert, et des blessés dont certains sont handicapés à vie. Depuis, plusieurs associations de défense des droits de l'homme n'ont cessé de dénoncer les violences commises au stade ce jour-là. Elles ont fondé beaucoup d'espoir sur les travaux de la justice. Et malgré tous les efforts, force est de constater avec beaucoup de regret que la situation traîne quant à la tenue de ce procès tant attendu. C'est évident.



Nombre d'observateurs souhaitent que la Guinée ne connaisse pas un procès semblable à celui d'Issène Habré.

Le peuple veut qu'il n'y ait pas de déni de justice. Que tous les coupables soient interpellés et punis. Que de pauvres innocents ne paient pour des crimes qu'ils n'ont pas commis. Et qu'il y ait des boucs émissaires qui soient punis à la place des coupables. Evidemment, cela va prendre du temps et nécessite assez de moyens. Mais sept ans, c'est assez long. Parce que certaines victimes sont en train de mourir. De l'avis de maints analystes, on est en train aujourd'hui d'utiliser le dossier 28 septembre comme un instrument politique. L'on se souvient encore de l'allure qu'avait prise celui-ci quand le capitaine Moussa Dadis Camara a voulu se présenter à la présidentielle de 2015. Les choses sont allées un peu plus vite avant de baisser d'un cran. Ce qui fait douter plus d'un observateur de la volonté d'Alpha Condé de faire juger les auteurs de ce crime. Or, son implication pourrait traduire la volonté réelle de la Guinée d'organiser convenablement un procès digne du nom dans ce dossier.

Même si la Guinée n'a jamais dit qu'elle est incapable d'organiser le procès dans le dossier 28 septembre, - chose qui n'est d'ailleurs pas très facile pour un Etat d'exprimer ces genres de faiblesse -, toujours est-il que la justice n'est pas suffisamment forte pour relever ce défi qui l'interpelle. C'est une situation qui date de très longtemps. Et ce n'est pas forcément que la Guinée doit céder le dossier à la Cour pénale internationale. Elle peut organiser le procès en collaboration avec l'Afrique et le monde qui peuvent lui apporter de l'assistance technique, financière et infrastructurelle. Et même dans les réformes des lois, pour permettre qu'il y ait un procès digne du nom. C'est tout un ensemble de dynamique qu'il faut mettre en mouvement. A défaut de créer un tribunal spécial en Guinée, avec des compétences spéciales pour gérer ce dossier. Sinon dans la dynamique actuelle, les victimes doivent attendre beaucoup plus encore. Même s'il convient de rappeler qu'à la veille de chaque mission de la CPI en Guinée, il y a des inculpations. Toute chose qui, aux yeux des analystes, sous-tend que la Guinée fait semblant de juger les auteurs de ce crime pendant que la réelle volonté n'y est pas. Au regard de la lenteur que connaît l'affaire 28 septembre, nombre d'observateurs formulent le souhait que la Guinée ne connaisse pas un procès semblable à celui d'Issène Habré où la majeure partie des victimes n'étaient pratiquement plus en vie au moment où le procès se tenait. Il est donc temps que le procès se tienne maintenant. Et que le peuple ne continue pas d'attendre ce jugement. Même si rien ne rassure que la Guinée à elle seule ne pourra pas tenir un procès à la dimension souhaitée par l'écrasante majorité. L'Afrique et le monde doivent se pencher aux côtés de la Guinée. Qu'il y ait une justice renforcée notamment en termes technique, en termes de moyens et en termes d'infrastructures. Mais si c'est la Guinée, à elle seule, qui doit continuer de travailler sur ce dossier, il est évident que 10 ans plus tard, il n'y aura pas encore de résultat.

Par Mady Bangoura

Ils ont dit



Dr Faya Millimono, à propos de son retrait du cadre du dialogue: «Il y a beaucoup de partis politiques qui sont de cette opposition et qui ne se trouvent autour de cette table. Par respect pour eux, nous avons demandé d'abord qu'on se concerta entre nous la délégation, mais nous n'avons pas accordé nos violons. C'est pourquoi, j'ai cru devoir ne pas être témoin de ce qui allait suivre. Voici la raison pour laquelle nous avons décidé de prendre congés avant la fin des travaux.»



Aliou Condé, secrétaire général de l'Ufdg: «Nous sommes désolés que cela arrive. Mais à chaque fois, nous avons un dialogue, nous avons des problèmes avec Faya Millimouno. Ce n'est pas la première fois. Avec l'OIF, c'était la même chose, ici (au Palais du peuple) en 2013, c'était la même chose. On ne peut pas appartenir à un groupe et dire que c'est ce que vous voulez seulement qui sera là. Si on avait refusé de discuter ensemble, je l'aurais compris.»



Amadou Damaro Camara, président du groupe parlementaire RPG Arc-en-ciel: «Dans un quartier si une liste électorale l'emporte, la liste indépendante désignera le président du conseil de quartier et le conseil sera composé proportionnellement au score des autres listes. S'il arrive que le candidat désigné n'est pas l'aspiration des populations de ce quartier ou s'il est récusé, on le lui fera savoir. Ça sera par consensus. Et quand une liste est majoritaire, cela veut dire que les personnalités de cette liste émanent du peuple.»



Général Bouréma Condé, président du cadre du dialogue interguinéen: «C'est le consensus que les partis se sont accordés sur la base des résultats des uninominales à la proportionnelle. Le dialogue (...) a fait un pas de géant par rapport à ce que le peuple de Guinée attend de lui. Nous souhaitons que le chapeau soit tiré sur le sujet qui reste. Mais déjà je puis vous dire que l'espoir est permis.»

PRIMATURE



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

Conakry, le 16 SEPT 2016

Avis d'Appel d'Offres – Cas sans pré qualification
Avis d'Appel d'offres Ouvert (AAO)
PRIMATURE
DAO 01/CAB.P/PRMP/2016

- Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le Journal des Appels d'Offres et Offres d'emploi du lundi 25 avril 2016.
- La Primature a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2016 des fonds et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture de deux (02) véhicules 4X4 sortie d'usine. Les véhicules seront fournis à la Primature dans un délai de trente (30) jours.
- La Primature sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir ces véhicules en un lot unique. Aucune offre par variante ne sera prise en considération.
- La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 20 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du Code des Marchés Publics.
- Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet auprès du service des marchés publics de la Primature contre un paiement non remboursable d'un million (1.000 000) de francs guinéens, reparté comme suit :
-70% au compte N° 4111071 « Receveur Central du Trésor ».
-30% au compte N° 2011000307 de l'ARMP ouvert à la BCRG.
- Les exigences en matière de qualification sont : (Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées).
- Les offres devront être rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse
- ci-après : Direction Nationale des Marchés Publics/au plus tard le 19 octobre 2016 à 10h 00. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes.

Les offres seront ouvertes le cas échéant, en présence d'un observateur indépendant et des représentants des Soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et, à l'adresse : *Rép de Guinée Conakry Coronthie, Commune de Kaloum, Immeuble Kanfarandé 3ème, Etage, le 19 octobre 2016 à 11h*. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de 1,5 % du montant de son offre.

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

La Directrice de Cabinet

Mme BANGOURA Niala CONDE



D'une élection, l'autre La Guinée, ce pays qui se plaît dans les élections

Décidément, le pays d'Alpha Condé est en passe de devenir un Etat d'élections cycliques.

Puisque pas deux années ne se passent désormais sans que des élections ne soient programmées par l'organe de gestion de celles-ci. Les communales, séparées des élections de quartiers et de districts, sont annoncées pour le 18 décembre 2016. Les locales, certes en 2017. Les législatives dans l'année qui suivra. Alors que la présidentielle doit se tenir en 2020.

Un cycle d'élections qui n'est pas sans conséquences notamment sur l'économie du pays déjà en récession. Et aujourd'hui, les acteurs politiques sont divisés sur le chronogramme des élections locales récemment programmées par la Commission électorale nationale indépendante.

Au Palais du peuple où se tient actuellement un cinquième dialogue, aucun consensus n'est trouvé entre les parties. L'opposition exige le couplage des communales et des communautaires. La mouvance, quant à elle, approuve la décision de la CENI.

Si l'accord trouvé entre les acteurs politiques sur l'assainissement du fichier électoral est salué par de



Le commissaire Etienne Soropogui, directeur des Opérations de la Ceni, soutient tout ce que fait son institution. Quant à Faya Millimouno, président du Bloc libéral (BL), il s'oppose à la série d'élections dans laquelle veut s'inscrire le pays.

nombreux observateurs, toujours est-il que la question sur le chronogramme des élections locales risque de raviver les tensions, même si la mouvance fonde l'espoir de voir les différentes parties s'accorder sur cette autre question.

« Aujourd'hui, nous sommes devenus quasiment un pays d'élections. Si on découple aujourd'hui deux élections locales pour en faire des élections différentes, un jour, on va nous dire de découpler les élections législatives sur les listes nationales et à

l'uninomiale. Et tous les ans, nous serons en élections. Nous devons sortir de cela », exhorte l'incarnation de la quatrième force politique du pays, le Dr Faya Millimouno, par ailleurs président du Bloc libéral. Au regard de la qualité des discussions qu'il y a eu jeudi

entre les acteurs de la classe politique, l'honorable Amadou Damaro Camara espère qu'un compromis sera trouvé durant les prochaines rencontres.

« J'avoue que nous avons eu de très longues discussions. Des discussions houleuses. Et nous espérons, la nuit portant conseil, que chacun pourrait éventuellement consulter la base ou le sommet. Et on pourrait arriver à trouver un point d'accord entre les parties ».

Pour le président du cadre de ce dialogue, ça durera le temps que ça durera, mais il sortira de cette rencontre un consensus au bénéfice du pays.

« Le dialogue, c'est le jeu des idées. Puisque le dialogue n'est pas défini dans le temps. Ben, on continue », lâche le général Boureima Condé.

Et comme ne voulant plus être victime de duperie, l'opposition, au sortir de ce dialogue, exige également des garanties pour le respect des accords qui seront issus de celui-ci. Ce, à travers l'adoption d'un statut pour conférer une base légale au compromis.

Chose qu'Alpha Condé avait d'ailleurs promise à son principal opposant Cellou Dalein Diallo le 1er septembre à son palais de Sékhoutouréya.

(Lire aussi pages 3 et 11)

Par Mady Bangoura



ELECTRICITE DE GUINEE

Direction Générale
Cellule Communication

COMMUNIQUE

La Direction Générale de EDG informe son aimable clientèle de Dixinn, du démarrage des travaux d'installation des compteurs NAFA pour l'électricité prépayée à compter du lundi 12 septembre 2016 dans la commune de Dixinn.

En effet, après l'arrivée de Kaléta, l'implication des partenaires dans la gestion de l'Entreprise a amélioré de façon significative la desserte de l'électricité.

Pour pérenniser cette amélioration et la rendre effective, le Gouvernement s'est engagé avec l'appui des Bailleurs de fonds dans un programme de réhabilitation et d'extension du réseau ainsi que la pose systématique des compteurs chez tous les utilisateurs du courant électrique.

La Direction Générale s'excuse pour les multiples désagréments possibles et assure qu'elle ne ménagera aucun effort pour limiter autant que possible les incompréhensions.

La Direction Générale de EDG vous remercie d'avance et sait compter sur votre compréhension habituelle.

Conakry, le 1^{er} Septembre 2016

La Cellule Communication

Consensus sur les élections, la réforme de la CENI et du Code électoral N'en déplaît pas aux petits partis !

Malgré quelques désaccords, le dialogue politique inter-guinéen évolue quoi qu'il en soit au désavantage de certains partis de moindre envergure nationale. Un consensus a été trouvé sur l'organisation des élections communales, la réforme de la loi L 016 sur la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et l'actualisation du Code électoral.

En ce qui concerne les élections communales, un consensus a été trouvé entre la mouvance présidentielle et l'opposition lors de la 9e journée des négociations. Les deux parties se sont convenues finalement que les élections communales intègrent les élections des quartiers et des districts au point que ce sera une fusion entre les deux élections.

Comment y parvenir?

L'organe de gestion de ces consultations qu'est la CENI va procéder à la publication des résultats pour les communales et dans le même temps les suffrages qui ont été exprimés au niveau local vont être examinés. C'est-à-dire qu'il en résultera les résultats pour les districts et les quartiers qui seront examinés et publiés selon un mode proportionnel à partir duquel on pourra composer les chefs locaux proportionnellement à partir des suffrages exprimés par les citoyens dans chaque localité. Il ne s'agira donc plus de nommer les conseils de quartiers et de districts, encore moins les maires. Mais, de partir des listes (indépendantes ou politiques) des candidats lors des élections communales pour reconstituer les suffrages

qui ont été exprimés au cours du scrutin dans chaque quartier et dans chaque district. Et à



L'accord des parties permet au pays d'avancer.

partir de là, il sera établi un conseil de quartier et de district qui sera composé à la proportionnelle en fonction des résultats obtenus par chaque liste. Ceci permet de faire l'économie du scrutin local qui incombe à lui seul 4000 circonscriptions électorales. Les négociateurs entendent demander à l'Assemblée nationale de formaliser de nouvelles ces dispositions dans le Code électoral, en vue de faire éviter à la Ceni l'organisation d'élections en

contradiction avec la loi électorale en vigueur, et qui prévoit des élections au suffrage universel direct. Alors que la nouvelle vision voudrait en faire des élections locales d'un vote au suffrage universel indirect.

Les politiciens sont tombés d'accord sur l'actualisation du Code électoral lors de cette session des lois qui s'est ouvert le 5 octobre. De manière à ce qu'il y ait la possibilité

même des membres qui la composent. Le souhait est de créer désormais une CENI plus technique totalement affranchie des partis politiques et réellement impartiale et neutre. Là également, des recommandations sont adressées à l'Assemblée nationale pour que la session des lois d'avril 2017 soit mise à profit pour restructurer cette loi. Toutefois, il a été convenu entre les acteurs politiques que la CENI actuelle organise les élections communales de février 2017. Et, au terme de la session des lois d'avril 2017, procéder à la réforme de la CENI pour avoir une institution électorale capable d'affronter les élections législatives de 2018 ou de la présidentielle de 2020.

Voie discordante

Le président du Bloc libéral (BL) Faya Milimouno a estimé que l'opposition ne devrait pas accepter cette proposition sans consulter sa base. «Nous sommes une opposition plus large que la délégation que nous avons ici autour de la table. En nous envoyant ici, c'est une confiance que nos amis ont placée en nous. Nous ne venons pas uniquement pour défendre nos convictions personnelles, plutôt pour défendre le consensus au sein de l'opposition républicaine. Je pense qu'il faut avoir du respect pour les autres partis politiques qui ne sont pas autour de la table», a-t-il déclaré avant de claquer la porte au dialogue. Le porte-parole de l'opposition Aboubacar Sylla a, pour sa part, soutenu qu'au niveau de l'opposition républicaine, les décisions sont toujours prises

dans un cadre consensuel. «Il peut se trouver que nous prenons une décision et qu'un des membres ne se reconnaisse pas. Puis, décide de s'en distinguer. M. Faya Millimouno a posé un problème de calendrier. Nous avons dit que ce n'est pas maintenant au niveau de la session budgétaire où on doit examiner la loi de finances en même temps examiner des documents aussi importants que le Code civil et Code électoral qu'on peut examiner la loi sur la CENI. D'autant que si on examine cette loi à cette session et que la loi soit adoptée, on est obligé qu'elle entre en vigueur. Et si elle entre en vigueur il faudra changer de CENI à 2 mois des élections locales. Ça serait totalement incohérent par rapport au chronogramme et à notre calendrier électoral», a justifié le président de l'UFC.

Indemnisation des victimes

L'accord du 3 juillet 2013 avait prévu l'indemnisation des victimes des violences lors des manifestations politiques. Mais aujourd'hui, il se trouve que les acteurs de la mouvance et de l'opposition sont en parfait désaccord sur ce point. Les opposants demandent à ce que toutes les victimes soient indemnisées par l'Etat. La majorité présidentielle, pour sa part, répond qu'on ne peut indemniser des personnes non identifiées. Elle soutient que c'est à la justice de dire qui doit être indemnié ou pas.

Par Abdoul Malick Diallo

Medias Prix Hadiatou Sow 2016

Sériane Théa et Hadiatou Barry lauréates

L'Alliance femmes et médias (AFEM) a procédé le 5 octobre 2016 à la remise du prix Hadiatou Sow. Deux lauréates qui ont été primées.

Pour l'édition de cette année, 2 candidates se sont démarquées sur les 9 ayant postulé au concours sur trois thèmes, à savoir: Accès aux services sociaux de base de qualité avec la lutte contre Ebola, nutrition et mise en place des institutions républicaines.

Ce sont: **Sériane Théa** du site internet **Kaloumpresse.com** pour la catégorie presse en ligne et **Hadiatou Barry** de la Radio télévision guinéenne (RTG). Toutes deux ont fait des reportages sur le thème de la nutrition et bénéficient chacune d'un chèque de 5 millions de FG comme récompense.

Prix d'excellence

Le prix Hadiatou Sow encourage les journalistes à œuvrer vers l'excellence et à inverser



Sériane Théa et Hadiatou Barry congratulées par l'ancienne ministre Hadja Mariama Djelo Barry (centre).

la tendance actuelle dans les salles de rédaction. Car, en Guinée, sur 5 télé privées, 23 radios privées, une seule rédactrice 1 chef (Evasion TV), 1 seule rédactrice en chef à la RKS et 1 seule rédactrice en chef adjointe à la radio nationale. Plus de 200 titres de journaux, pour zéro secrétaire de rédaction. Face à ce constat dressé par **Mme Diallo Monique Curtis**,

présidente l'Association femmes et médias (AFEM), le prix Hadiatou Sow permet «d'agir pour renforcer la visibilité des femmes dans les contenus rédigés par les femmes». Et impulser une nouvelle manière «d'agir pour trouver l'équilibre», fait noter Mme Curtis. C'est un prix d'excellence porté par l'AFEM pour encourager les femmes journalistes à mieux s'investir dans le journalisme

d'investigation, à récompenser leur courage et leur compétence. Comme chaque édition, elle récompense le travail des femmes évoluant dans les différents organes de presse. Mm Diallo souhaite que «l'exemple de Hadiatou Sow «inspire» davantage et insuffle «courage, abnégation et persévérance aux femmes professionnelles des médias». Le ministre **Albert Damantang**

Camara qui était accompagné de son homologue en charge de la Citoyenneté, **Khalifa Gassama Diaby**, a présidé la cérémonie et livré le message d'encouragement du gouvernement.

Par Abdoul Malick Diallo

Deux officiers périssent dans un crash à Conakry

Un avion de surveillance militaire de l'Armée guinéenne s'est écrasé mercredi 5 octobre à la Base militaire, située à quelques encablures de l'aéroport international de Conakry. Le crash de l'ULM-TETRAS de l'Etat-major de l'Armée de l'air est survenu à 10h 50' au cours d'un exercice.

L'annonce du drame a été faite, sur sa page Facebook, par le ministre de la Défense nationale, **Dr. Mohamed**



Le lieutenant Laye Mara, pilote à l'Etat-major de l'Armée de l'air et le lieutenant-colonel Patrick Vallot

Diané qui a aussitôt indiqué qu'une cellule de crise a été mise en place pour déterminer les causes de ce crash après l'ouverture d'une enquête. «Je présente, au nom du président Alpha Condé, mes condoléances les plus attristées aux familles des deux victimes», a-t-il fait mention sur sa page du réseau social.

L'aéronef de type d'école avait à son bord le **lieutenant-colonel Patrick Vallot**, conseiller français et instructeur-pilote auprès du chef d'Etat-major de l'Armée de l'air et le **lieutenant Laye Mara**, pilote à l'Etat-major de l'Armée de l'air.

Dans un courrier parvenu à la rédaction du journal *Le Populaire*, le directeur de l'information et des relations publiques des Armées, Louis Auguste Leroy,

annonce que le procureur de la République du tribunal de Mafanco a été saisi du dossier. Et qu'une enquête judiciaire est déjà enclenchée et au terme de laquelle son institution sera en mesure de déterminer les circonstances ayant conduit à la mort de ces deux officiers français et guinéens. Cette tragédie vient allonger la liste des officiers morts dans des crashes. Car, au petit-matin d'un autre mercredi 11 février 2013, 11 autres hauts gradés de l'Armée guinéenne ont péri au large de l'aéroport de Monrovia au Liberia où ils se rendaient pour la commémoration de la fête de l'indépendance de ce pays voisin, dont le chef d'Etat-major général des Armées d'alors, le général Kéléfa Diallo.

Par Mady Bangoura

Entretien avec Fadi Wazni, chef d'entreprise et diplomate chevronné

Après l'inauguration du port minéralier de Boké-Dapilon par le président **Alpha Condé**, entretien avec le chef d'entreprise et diplomate chevronné Fadi Wazni.

Africaguinee.com : Monsieur Fadi Wazni bonjour !
Fadi Wazni : Bonjour Monsieur Souaré !

On entend de plus en plus parler de vous et de votre projet bauxitique, la SMB. Pouvez-vous nous en dire quelques mots ?

Je suis arrivé en Guinée il y a plus de vingt ans. Je me suis rapidement intéressé aux services logistiques à pourvoir aux sociétés industrielles, minières, et pétrolières. Fort d'un certain nombre de compétences dans l'organisation, j'ai réuni autour de moi une équipe de jeunes guinéens motivés et compétents pour créer United Mining Supplied (UMS). Nous avons alors connu une forte expansion compte tenu de l'absence de ce genre d'offres de services en Guinée. Par la suite la situation sociopolitique nous a conduit à nous intéresser directement à l'activité minière. En 2006, j'ai fondé Alliance Mining Commodities (AMC) pour l'exploration et le développement miniers, notamment dans la bauxite. Malheureusement ce ne fut pas le succès escompté tant les obstacles pour lever les financements nécessaires à ce type de projet minier. Nous avons pu tout de même attirer un certain nombre d'investisseurs australiens pour compléter et obtenir une concession, mais nos efforts pour démarrer la production sont restés vains. Aussi, nous avons tiré les leçons de cette première expérience minière. Nous nous sommes concentrés sur la résolution des problèmes de logistiques en amont de la recherche de ressources bauxitiques. Ce fut le pari gagnant de la SMB ; Se concentrer à construire des infrastructures permettant l'évacuation de la bauxite sachant que la Guinée est extrêmement riche en bauxite ne seront pas difficiles à trouver. Pour les profanes, nous surgissons sur la scène de l'exploitation minière de manière inattendue. Pour les professionnels, la chambre des mines, le Ministère des mines, la SOGUIPAMI, les sociétés spécialisées dans les études minières, nous sommes des vieux de la vieille ;

- Nos activités de

logistiques minières ont commencé il y a 21 ans ;

- Nos activités minières ont commencé en 2006, il y a 10 ans.

Le Ministère des Mines annonce une exportation de 15 millions de tonnes de bauxite par la SMB en 2016. Est-ce que vous confirmez ce chiffre ? Quel est le secret pour exporter une telle quantité avec un an d'existence ?

Je confirme l'exportation de 15 millions de tonnes de bauxite par la SMB en 2016. Ceci a été rendu possible par trois facteurs.

1-La mise en commun dans la SMB de moyens humains et financiers considérables de trois sociétés d'un niveau exceptionnel.

a-Weiqiao, leader mondial de la production d'aluminium, cotée à la bourse de Hong-Kong avec un chiffre d'affaires de 45

milliards de dollar et 160 mille employés.

b-Winning Group de Singapour, leader du transport maritime en Asie du sud-est (transporte 90% de la bauxite vers la Chine), et opérant plus de 100 navires CAPE-SIZE.

c-United Mining Supply, leader dans la logistique minière dans toute la sous-région, aux normes internationales (ISO 9001).

2-La confiance établie entre les actionnaires qui a permis des prises de décisions extrêmement rapide.

3-L'investissement en fonds propres sans recours à l'emprunt.

Quel est l'impact du projet sur l'économie guinéenne ?

Compte tenu de la célérité avec laquelle nous construisons ce projet, nous avons jugé opportun de renoncer aux avantages douaniers et fiscaux dévolus aux développements

miniers. En effet, la SMB ne bénéficie d'aucune exonération fiscale ou douanière. En 2016 les contributions directes de la SMB au trésor public, comprenant la taxe minière, la taxe à l'exportation, les taxes superficielles, la contribution communautaire, les droits de douane, les taxes sur les produits pétroliers, et autres contributions, représentent avant l'impôt sur les sociétés, 85 millions de dollar.

- L'investissement constaté à date est de l'ordre de 500 millions de dollar ;

- Le nombre de PME-PMI sous-traitantes s'élève à 162 ;

- Le nombre d'emplois directs en phase de construction atteindra 5 mille personnes pour l'ensemble du consortium en 2017 ;

Selon le FMI l'impact de la SMB sur l'économie nationale a été de plus 2% du PIB, l'amenant au delà de 5% (5,2%) contre les 3% espérés. Avec le doublement de notre production en 2017, nous espérons donner un plus grand coup de fouet à la croissance nationale.

On a lu, ça et là, des nouvelles sur des conflits sociaux et communautaires autour du projet de la SMB. Qu'en est-il exactement ?

Tous les projets miniers dans le monde connaissent les mêmes défis. Parmi ceux-ci, le défi communautaire et social est toujours le plus délicat.

Arrivant dans une zone enclavée avec des moyens techniques et financiers considérables, le projet suscite beaucoup d'attentes de la part des populations. Il nous appartient de répondre de la manière la plus appropriée aux espoirs que nous faisons naître. Pour ce faire, nous devons veiller à engager un dialogue permanent avec les communautés, à privilégier le développement et l'emploi local, et surtout à veiller à l'amélioration des conditions de vie des populations avoisinantes. Il y a des règles strictes en matière de respect des normes environnementales et sociales que tout projet se doit d'appliquer.

J'ai la ferme volonté de mener la SMB à dépasser les exigences de ces normes. J'ajoute que j'ai le privilège d'être personnellement proche des populations locales, ce qui permet un contact direct entre les communautés et les plus hautes autorités de la SMB.

On entend souvent dire que Fadi Wazni bénéficie d'une certaine manière de la lar-gesse

des autorités guinéennes. Etes-vous vraiment un proche du Président Alpha Condé ?

En matière minière, deux formes d'avantages sont recherchées :

1-Des conditions économiques, c'est à dire fiscales et douanières, favorables.

2-Des gisements riches.

Dans le cas de la SMB, nous n'avons négocié aucune convention avec l'Etat pour l'exploitation de la bauxite. Nous appliquons strictement les dispositions du code minier sans aucun avantage fiscal ou douanier supplémentaire.

Quant aux ressources minières, la SMB a démarré par une autorisation de recherche sur une zone non cadastrée et réputée stérile. En conséquence, nous pouvons vous affirmer que la SMB n'a bénéficié d'aucune largesse de la part du Gouvernement ou du Président de la République, le Professeur Alpha Condé. C'est après avoir fait la démonstration de notre capacité à exporter la bauxite dans un temps record que certaines ressources nous ont été dévolues contre l'engagement d'augmenter de manière spectaculaire nos investissements et nos exportations de bauxite.

A titre personnel, je dirige les entreprises parmi les plus importantes en Guinée, qui emploient des milliers de personnes. Je suis également impliqué dans plusieurs organisations patronales, notamment la chambre des mines de Guinée dont je suis le trésorier. Je suis le premier vice-président de la communauté libanaise ; je suis également le Consul honoraire du Royaume des Pays-Bas en Guinée. Enfin, je suis membre fondateur de l'association des investisseurs américains et internationaux. Il est donc tout à fait normal que j'ai des interactions fréquentes avec le Gouvernement et le Premier responsable du pays, le Président de la République. C'est une situation tout à fait normale. Dans tous les pays du monde les dirigeants des grandes entreprises travaillent étroitement avec les pouvoirs publics. Lorsque le Président Hollande se déplace, vous observerez qu'il est souvent accompagné des grands patrons français.

Je vous remercie !

C'est à moi de vous dire merci !

Interview réalisée par Souaré Mamadou Hassimiou Pour Africaguinee.com
Tél. : (+224) 655 31 11 11



Fadi Wazni .

Devoir de mémoire:

Deux ans déjà, sans le Grand Naby YOULA !

(Par Aboubacar Sidick Sampil)



L'ambassadeur Cochery de France et feu Naby Youla (boubou).

07 octobre 2014 – 07 octobre 2016, qui ne se rappelle du flegme légendaire de ce bon vivant qui forçait admiration et respect ?

Naby Youla avec son franc-parler désarçonnait plus d'un, alors qu'au fond il n'était amoureux que du beau et du bien pour tous. Un artiste à sa façon avec ce petit brin d'intello bien cambré et chapeauté. Un esprit de partage et une vivace acuité intellectuelle qu'il su mettre au service de tous ceux qui ont de près ou de loin sollicité sa contribution. Feu Naby Youla de Fanyé subjuguait, en restant tout égal à soi-même.

Toujours scrutateur d'horizons, jamais pressé pour avoir quoique ce soit sur terre. Fruit d'une double scolarité coranique et française, il a vécu sur la ligne comme un équilibriste, sans renier sa ferveur islamique, ni tomber dans "le tout hégélien". Ce fut un exemple de conduite et de fidélité qui disait aux extrêmes, qu'il était contre tout abus, contre toute dilapidation ou calomnie.

Le mardi, 7 octobre 2014 à 4 h du matin, le géant baobab s'affaissa et rendit son dernier souffle à jamais, dans une clinique de Conakry, comme pour accomplir son dernier devoir d'humain, donc de mortel. Toute la Guinée intellect, toutes les régions du pays et toutes les confessions confondues sans oublier les obédiences politiques et syndicales, ont fait cause commune pour honorer la mémoire d'un des derniers Mohicans, témoins de ce qui fit de la Guinée, un pays indépendant le 2 octobre 1958.

Parler ou écrire des lignes sur sa vie, c'est faire œuvre utile pour les générations de jeunes

qui ont droit de savoir, de connaître qui fut ou fait quoi pour cette Guinée. Il ya qu'on n'a pas de regret à dire ici que Naby Youla a fait son devoir de citoyen si amoureux de sa Guinée des plantations de banane, de manguiers, d'orangers et de champs de riz, des patates, de manioc... et d'ailleurs, tout simplement, de sa terre noire et ocre, symbole d'une richesse inouïe de mines et de végétations dispersées. Ce pays dépositaire de surfaces maritimes et fluviales jamais épuisables était son bien à lui.

Ce fils de paysan avant de mourir a donné libre cours à ses idées et pensées, ses regrets et espoirs pour sa nation. Nous vous en ferons connaître les points essentiels bientôt, en espérant que ses vérités sauront penser nos rancœurs et échecs au plan politique, économique et social. Car, aimait-il asséner : « La guinée, qu'on le veuille ou non, restera la Guinée avec ses incongruités et ses chances naturelles, qu'il faille dompter tôt ou tard pour se sortir des labyrinthes de la pauvreté ».

S'agissant des dernières paroles du défunt à sa fille, nous vous laissons lire ce qui suit quand I doyen était encore vivant sur son lit de malade: Naby Youla : Tu vois, Suzanne, je t'ai promis et je t'ai attendu. Suzanne Youla : Oui je vois. Mais peux-tu me chanter encore un de tes morceaux préférés, dit Suzanne à son père.

Et Naby Youla de fredonné « TIKALAMA, AKHAM'MARIYE », faisant allusion à son unique amour de sa vie, Marie Habib Touré, une métisse de Kankan, mère de Suzanne. Ce, en symbole de sa fidélité à jamais à ses deux exceptionnelles créatures qui l'ont tout donné, avant d'ajouter : « Qu'on m'enterre au près de mon épouse à Cameroun si jamais... », en laissant lire sur son visage ce sourire qu'il adorait distiller à ses proches.

Notez que Naby Youla a eu 63 ans de vie commune avec la mère de Suzanne.

Ceci nous amène à faire un clin d'œil à l'homme au double plan familiale et sentimental, avant de dérouler sa vie, disons une brève introduction à sa riche biographie, jamais égalée par personne en Guinée pour le moment, au vu de ce qu'il fut tout au long de sa vie. Car à deux ans de sa disparition, il nous a été donné de retracer son parcours pour le compte d'un magazine. Une vie faite de hauts et de bas, allant d'épreuve à épreuve sans jamais discontinuer, jusqu'au soir de sa disparition.

On avait encore le sentiment de veiller sur les derniers flots respiratoires d'un géant d'une énorme stature qui plane encore sur les têtes de ses contemporains, partenaires ou adversaires. Oui, disons-le, Naby Youla a drainé sans le vouloir estime et désamour, pour ce qu'il fut durant les régimes politiques de notre passé récent de 1958 à 2014. Qu'on l'aime ou pas, il a incarné la Guinée diplomatique à ses débuts, avant d'être exclu des fiches des tombeurs de De Gaulle en 1958.

A part sa force et sa capacité diplomatique, nos chancelleries à travers le monde savent que ce Monsieur fut un As, si non, en quoi le pays s'enorgueillissait, à part le coup fatal à la France coloniale. Il fut un adepte de la libre expression. Sans le savoir, opposant à la pensée unique qui commençait à prendre pied au pays dès après les premières années d'indépendance.

Naby Youla est témoin de l'ambiguïté qui aura valu au chef de la France de 1958 et à sa Ve République, de perdre presque tout de ses territoires d'outre-mer. La faute à qui, à part ce grand diplomate qui fut tout près des français avec sa conscience patriotique et sa fougue de faire de la Guinée, l'égale de n'importe quel Etat en matière d'auto-détermination.

Sur la liste donc des pères fondateurs de la Guinée, qu'il soit retenu en lettre d'or, si nous voulons rendre justice à la nation et à tous ses valeureux fils et filles. Insistant de ce coup auprès des autorités nationales d'accepter de commémorer la mémoire de ce fils émérite qui a tout fait pour la victoire de son pays. Nous travaillons sur les idées et les bonnes initiatives à propos.

Avant la France c'est au Maroc que sa carrière a démarré, alors que dans les faits, sa carrière aura son envol international bâti à partir de Paris. Paris qu'il connaissait depuis sa jeunesse, étudiant, puis stagiaire dans divers services en France, avant d'être compté parmi les hauts cadres guinéens de la diaspora africaine de France.

Va ! Dors Naby Youla ! Mais veille sur nous, élégance et expertise diplomatique jamais inégalée !!!

ELECTION MISS GUINÉE FRANCE 2017 Les candidates (suite et fin)



Candidate 12
DIALLO Dalanda

Il ne manquait plus que le portrait de la 12e candidate pour boucler la liste que nous avons eu l'exclusivité de publier dans le précédent. Et annoncer les prochaines étapes de l'événement dont la finale est prévue ce 16 octobre 2016 à l'espace Reuilly à partir de 15h. Un rendez-vous qui consacre le couronnement de la nouvelle Miss Guinée France.

En prélude à cet important événement annuel, les organisateurs ont déjà réalisé la « vidéo teaser des candidates » disponible actuellement sur le site internet de l'AJGF. Ils promettent « encore une fois, un spectacle des plus somptueux » pour faire du rendez-vous du 16 octobre un des plus mémorables de la jeunesse guinéenne de France. Qui prendra la relève de Barry Khadidja Andréa ce dimanche? Réponse en fin de semaine à l'espace Reuilly. Ce que l'on sait d'avance, c'est que l'élue mettra sa beauté au

service de son cœur, comme l'a si bien réussi avant elle Khadidja Andréa qui demande de lui retrouver « très prochainement sur les chaînes B-black en présentation de l'émission "Hit Afro Chorée Tour" ». Un « classement des hits qui vous ont fait danser durant l'année ».

Le concours

L'élection Miss Guinée France est un concours de beauté organisé tous les ans par l'Association des Jeunes Guinéens de France (AJGF) depuis 2008. Il réunit 12 à 14 finalistes jeunes filles franco-guinéennes âgées de 17 à 26 ans et rivalisant d'ardeur de beauté physique et intellectuelle. Une occasion pour elles de devenir l'égérie de la beauté de leur pays en France et de défendre un projet humanitaire de leur choix en Guinée.

Par Ahmed Tidiane Diallo



Souad Fofana deuxième dauphine et Malika Diallo première dauphine avec Miss Barry Khadidja Andréa.

La Belgique expulse 8 guinéens

L'initiative de l'Agence européenne en charge du contrôle extérieur des frontières, la Belgique a affrété un vol pour rapatrier sur Conakry plusieurs immigrants guinéens en situation irrégulière dans certains pays européens, notamment la Suisse. Une expulsion collective qui a eu lieu le 28 septembre 2016. Or, toute expulsion collective est illégale. Puisque violant le protocole n° 4 de Convention européenne des droits de l'homme.

Peu avant cette expulsion, le porte-parole du gouvernement a confirmé le phénomène qui n'est pas du genre premier.

« Effectivement, il y a des guinéens qui doivent être rapatriés. Il semble que toutes les conditions ne sont pas réunies sur la procédure sur laquelle nous nous sommes entendus avec certains Etats européens. Donc, les mesures sont en train d'être prises pour faire de telle sorte que s'ils doivent être rapatriés effectivement, que les règles que nous avons signées soient respectées », a indiqué Albert Damantang Camara.

Fort des engagements internationaux et conscient du fait de ne pas pouvoir astreindre un Etat à accepter sur son territoire - des étrangers qui ne sont pas en situation régulière au regard du droit de celui-ci, le ministre Camara a ajouté que de la même manière que la Guinée ne peut pas accepter sur son territoire que des citoyens étrangers séjournent sans être dans une situation régulière, « on ne peut pas imposer à un autre Etat d'accepter des guinéens qui, au regard du droit, ne sont pas en situation régulière ».

Selon Marie Yvonne, activiste des droits de l'homme, militante au sein de la Coordination pour les réfugiés contre les rafles et expulsions pour la régularisation, ils sont au total 11 guinéens à être concernés par cette expulsion de Belgique et 6 autres de la Suisse. Une liste non exhaustive et qui s'étend sur d'autres nationalités. « Ce sont des personnes installées en Belgique ou dans d'autres pays européens depuis parfois plusieurs années, qui ont toutes intenté une procédure pour régulariser leur séjour, mais qui sont restées au bout de cette procédure. Aucune de ces personnes n'est criminelle, dealer ou en infraction avec des lois pénales en Belgique », a précisé l'activiste qui interpelle les autorités guinéennes sur leur responsabilité.

En 2014, pareille expulsion avait été refusée par la Guinée qui n'a pas accepté que l'avion militaire transportant les expulsés atterrisse à Conakry.

Par Mady Bangoura

Sagesse

1 C'est son caractère qui fait à chacun sa destinée.
Cornelius Nepos
(Vie d'Atticus)

2 La vraie sagesse est de savoir que vous ne savez rien.
Socrate

3 Le seul bien est la connaissance, le seul mal est l'ignorance.
Une vie sans examen ne vaut pas la peine d'être vécue.
Socrate



Haidara et son prestigieux sésame.

Un guinéen célébré à Bruxelles, un autre récompensé à Bordeaux

Le Guinéen Zainoul Haidara, milieu défensif du club de football bruxellois RWDM a été élu meilleur joueur de la saison 2015-2016. Tout souriant, il a présenté son précieux sésame à côté duquel est sculptée la statue du « Garçon qui pisse » bien connue en Belgique. En France, c'est Diego Sow l'ancien footballeur international et l'Académie Yonus dont il est membre qui ont été récompensés pour la qualité de leur travail « dans le cadre du sport éducation foot » par un chèque de 5.000 euros émis par le plus grand centre commercial de la localité. Sow tire le chapeau au Conseil régional, à la mairie de Bordeaux et aux partenaires de l'académie. ■



En chemise jeans, Sow pose avec le gros chèque.



FORMATION



INSTITUT DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES « L'ECOLE DES ENTREPRENEURS »

AUTORISATION N°144/METFP-ET/DNETPP/144 - AGREMENT N° 35 81 /METFP-ET/CAB/DNETPP/15



PARTENAIRE DE L'ETAT & ET DES ENTREPRISES

FILIERES

- *MARKETING
- *BANQUE - ASSURANCE
- *TOURISME ET HOTELERIE
- *COMPTABILITE GESTION
- *INFORMATIQUE
- *GESTION LOGISTIQUE ET TRANSPORT
- *GESTION ADMINISTRATIVE DES COLLECTIVITES

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT

- DIPLOME DE TECHNICIEN SUPERIEUR 'DTS'
- BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR 'BTS'
- BREVET DE TUDÉ PROFESSIONNEL 'BEP'
- LICENCE PRO (à l'étranger)
- BACHELOR (à l'étranger)
- MASTER (à l'étranger)

BOURSE D'ETUDE OFFERTE DANS UNE DE NOS ECOLES PARTENAIRE A L'ETRANGER

CYCLE DE FORMATION

3 MOIS

6 MOIS

12 MOIS

Contact:

+ 224 660 03 21 62

654 31 77 07

623 16 66 57

E-mail: gigaformation@gmail.com

BP: 1067 Conakry- C/Ratoma

Rond point Hamdallaye CBG

Guinée-West Africa

Penser grand, Commencer petit, Devenir Grand

Amadou Diallo réélu à la Cntg pour 5 ans



L'homme du 17^e congrès de la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG), c'est bien **Amadou Diallo** réélu à son poste de secrétaire général pour 5 ans. Ce 28 septembre 2016, les opérations de vote pour l'élection des 27 membres du Secrétariat exécutif ont eu lieu dans une ambiance festive. Le porte-parole des congressistes, **Elhadj Lélouma Diallo** et ses camarades ont félicité les

nouveaux élus et dit leur engagement à renforcer la CNTG en unité d'action avec l'USTG, à travers la promotion de la syndicalisation des jeunes, des femmes et des travailleurs de l'économie informelle. Chose qu'Amadou Diallo (notre photo) a trouvée positive et très productive pour la marche de l'organisation. ■

Un inconnu ouvre le feu sur des passants et tue une dame à Siguiri

Dans le district de Damissakoro, situé dans la sous-préfecture de Niandankoro, préfecture de Siguiri, une fusillade survenue mardi 27 septembre 2016 a fait un mort et un blessé. L'auteur du crime, en fuite, n'est pas encore identifié. L'un des survivants de cette scène dit qu'ils traversaient le village de Djélibakoro quand un inconnu a subitement ouvert le feu sur eux. Le témoin et sa mère ont été touchés par des balles. Sa mère a succombé à ses blessures. Nombreux sont les citoyens qui s'interrogent s'il s'agit d'un acte de banditisme ou du retour du conflit foncier entre Djélibakoro et Damissakoro, alors qu'un pacte de non-violence a été signé des deux parties il y a quelques mois. ■

Dr Faya Millimouno boude le dialogue inter-guinéen

A l'issue d'intenses discussions les émissaires des deux mouvances présidentielle et opposition ont convenu de reporter les élections communales et locales en février 2017. Sans surprise, jeudi 6 octobre 2016 le dialogue avait connu une mauvaise tournure avec la démission fracassante du président du Bloc libéral (BL), **Dr Faya Millimouno** (sur la photo) qui avait quitté la table des négociations en signe de protestation contre le non-couplage de ces élections. ■



Le député Pépé Toupou dit tout sur... L'aventure de Domani Doré, le péché d'Ahmed Sékou Traoré et la faute de Mamadou Diawara

Député uninominal RPG Arc-en-ciel de Macenta, l'honorable **Pépé Toupou** préside le groupe d'amitié parlementaire **Guinée-Afrique du sud**. Il est surtout le premier Vice-président de la commission Aménagement du territoire, énergie et transports. Dans cette entrevue, le politique aguerri fait un survol de la candidature annoncée de Domani Doré à la mairie de Matoto, dit ses vérités sur la démission de Sékou Ahmed Traoré, non sans dresser sa lecture de la récente réception que s'est offerte le président du PTS, Mamadou Diawara, à Siguiri. Exclusif !

Le Populaire : L'ex-ministre des Sports, Domani Doré, veut se lancer dans la conquête de la plus grande commune du pays, Matoto. Ce, à travers une candidature indépendante. Qu'est-ce que cela vous inspire-t-il ?

Honorable Pépé Toupou : Je suis un peu perplexe face à cette candidature. Parce que je me dis qu'il y a des gens qui pensent être des politiciens alors qu'en réalité ils s'écarteraient vraiment de la ligne politique. Vous adhérez à un parti où, en principe, il y a des hauts et des bas. Vous accédez à un certain niveau. Dès que vous baissez, vos messages changent. Vous commencez à trouver tous les défauts sur la structure, sur le parti, des défauts que vous n'aviez pas dénoncés pendant que vous étiez aux affaires. Je trouve que ce n'est vraiment pas très sérieux quand on veut se considérer comme un vrai politicien. Vous allez vous rappeler qu'en France, Alain Juppé a occupé plusieurs postes. Aujourd'hui, il est candidat de son parti alors qu'il a eu des périodes de pause; des périodes où il n'avait pas de portefeuille. Voilà ! Alors, moi je pense que quand vous êtes dans un parti où vous n'avez même pas milité longtemps, Dieu fait que vous montez, vous devenez ministre, je pense que c'est en ce moment que vous devez réellement relater les défauts que vous trouvez sur le parti. Mais ce n'est pas quand on vous débarque, on vous remercie, et pendant que vous continuez à être militant en principe, que vous devez commencer déjà à dire : « Le parti est ceci. Le président est cela. Le Bureau politique est

ceci. Il n'y a pas cela ». Moi, je trouve que ce n'est pas très franc. De toutes les façons, cette candidature annoncée de Madame Domani n'engage qu'elle. Mais Matoto, c'est un gros morceau hein ! Il faut qu'elle sache que c'est la plus grande commune, qui fait l'objet de convoitise de tout le monde, dont le parti duquel elle dit se réclamer. Et c'est le fief du RPG. Qu'elle ne se trompe donc pas pour dire qu'elle va effriter sur l'électorat du RPG pour se faire élire. Non, c'est exclu ! Ce serait très mal connaître le RPG. Dans le parti, il peut y avoir assez de remous, de grands mouvements. Je me rappelle qu'à un moment donné, il y a Ahmed Tidiane Cissé et quatre autres barons qui avaient démissionné du parti. Les gens croyaient que le RPG serait à genoux. Mais le parti a plutôt eu le vent en poupe. Parce que les choses se sont davantage redynamisées. Et ça a marché. Il y a des moments où le président faisait deux mois, trois mois, et même approximativement un an dehors. Mais quand il venait, sa réception était toujours grandiose. Donc, Domani Doré ne connaît pas très bien le RPG. C'est pourquoi elle est en train de vouloir pêcher à notre rivière. Et cela ne lui réussira pas. Je lui parle de la réalité. Même si elle allait à Lola, le RPG ne va pas l'accompagner. Alors, je pense que c'est une aventure en un mot qui ne lui sera pas fructueuse du tout.

A votre avis, que doit-elle faire à présent ?

C'est de continuer de militer. Militer veut dire accepter tous les hauts et les bas à l'intérieur



Ce militant de première heure, membre du Comité central du parti au pouvoir, est aussi coordinateur de la sous-région Kissidougou-Guéckédou-Macenta.

du parti. Vous acceptez de retoucher les manches. Vous vous boxez et tout, pour que le parti aille davantage de l'avant. Voilà ce qu'on appelle le militantisme !

Pensez-vous qu'avec l'allure qu'elle a déjà prise, Domani Doré est récupérable ?

Le profil qu'elle me présente ne me fait vraiment pas croire à cela. Parce qu'elle est pleine d'ambitions. Et trop d'ambitions aussi fait dérouter. Sinon, elle se réclame du RPG hein ! Mais elle ne sait pas qu'en disant qu'elle est de ce parti, que ça va endormir les gens, qu'elle peut attirer les gens à aller vers elle. Au RPG Arc-en-ciel, nous ne sommes pas un serpent à mille têtes. Nous sommes un serpent à une seule tête. Donc,

si elle se détache pour aller en candidature libre, c'est comme si nous avons à faire à une candidate qui nous affronte avec le timbre de l'UFDG, de l'UFR et d'un autre parti outre que le RPG, en tout cas. Il ne faudrait donc pas qu'elle pense qu'on va être doux avec elle. Non !

Autre actualité, c'est cette démission de votre suppléant à l'Assemblée nationale, M. Ahmed Sékou Traoré, qui vient de claquer la porte à la famille politique RPG Arc-en-ciel. Comment accueillez-vous cette nouvelle qui défraie la chronique ?

Ahmed Sékou Traoré est de Macenta. C'est mon suppléant. Je ne voudrais vraiment pas parler de la vie privée d'un

homme. Je voulais m'occuper de moi-même et de mon parti. Mais, je suis obligé d'en parler, parce qu'il est lié à moi par le fait que nous avons voulu d'un même poste. Et Dieu a fait que c'est moi qui l'ai eu. Mais Ahmed Sékou Traoré est un jeune, je ne sais même pas si sa carrière c'est la politique. Est-ce qu'il fera bonne carrière en politique, parce qu'en politique, il faut avoir une vision de laquelle on est respectueux et qu'on doit garder et développer. Mais un homme qui sort des terreaux un matin et qui pense qu'il est au sommet, ça ne peut pas aller. Et vraiment, ce ne sera pas un malheur de le voir partir du RPG. Parce qu'eux, ils ont des cultures que le parti ne connaît pas : la culture du soudoiment, la culture de la corruption. Voilà un peu ce qui caractérise ce jeune-là. Il est venu comme plein d'autres personnes. Il a dit qu'il a un parti et qu'il est allié au RPG. Parce que le RPG a eu près de 60 alliés au 2^e tour. Sur ces 60 alliés, le RPG n'a pas cherché à connaître le poids de chacun. Dès que vous avez un agrément, il vous considère comme lui-même et il vous tend les bras. Donc, il est venu sur ce label. Ben, en 2013, il est venu tout d'un coup, sans attendre les instructions du parti et envisage déjà d'engager la campagne. Je lui ai dit : « Non, Monsieur ! Ce parti est organisé. On n'entre pas dedans pour faire ce qu'on veut. Si vous voulez être candidat, attendez que le mot d'ordre soit donné par le parti. Et que toutes les instructions connexes intéressent ces élections soient données ». Alors, il a fait le mea-culpa. Il a attendu. Mais par après et à mon fort étonnement, il a utilisé le plan B. Le plan B, c'est quoi ? Esquiver le parti, prendre une voiture, quelques garçons et de l'argent. Il est rentré dans toutes les 14 sous-préfectures de Macenta pour faire la campagne et dire qu'il est le candidat favori. Il ne connaît pas le RPG. Il était en train de gaspiller de l'argent. Il est monté. Il est descendu. Il a tout machiné. Il est revenu jusqu'en ville. Il a même voulu corrompre les structures du parti. Je crois qu'il était même très avancé.

Suite à la page 10

Discorde à la Copam: Bouna Keita sait comment éviter la scission

Pendant que le Front patriotique présidé par le dynamique **Paul Moussa Diawara** a le vent en poupe, la Coordination des partis alliés à la mouvance présidentielle bat de l'aile. A l'index, la «*prise en otage*» de son coordinateur général **Elhadj Bouna Keita** par une bande de fainéants sans assise politique, d'éternels cireurs de bottes, opportunistes ventripotants de partout et de nulle part, poisseux devant l'Eternel.

Ça va barder cette semaine, si le PRP du très communicatif jeune leader **Rafiou Sow** mettait sa menace en exécution. Lui qui dénonçait il y a quelques jours le virage dictatorial de cette alliance qui était pourtant bien partie pour être une structure promotrice des valeurs démocratiques et apporter un soutien actif partout sur le terrain de la mobilisation où le Rpg Arc-en-ciel éprouve des difficultés à drainer du monde. ■



Elhadj Bouna Keita.

Lumière sur la barbarie du colonel Issa Camara

Le trauma est encore là sur les traces sanglantes laissées par la soldatesque à Issa Camara à Mali, la paisible zone touristique gardée par la dame de Loura. Outre le sang versé, les commerces incendiés, le bétail abattu et emporté, les ressortissants de Mali regrettent qu'Issa et ses sbires aient profité de la situation barbare pour s'en aller avec les millions de leurs bienfaiteurs de commerçants auprès desquels ils s'étaient endettés. Au cours d'une conférence de presse tenue à Conakry la semaine dernière, les maliens de Yambéring ont révélé que la colonne à Issa a «*profité de ces*



Le colonel Issa Camara.

événements pour détruire tous les bons» et autres actes de reconnaissance de dette contractée auprès des commerçants de Mali. A titre d'exemple, le colonel Issa Camara reste personnellement devoir 11 millions de FG à des commerçants. Quant à ses subordonnés, aucun montant n'est encore connu. Toujours est-il que celui-ci se chiffrerait à des dizaines de

millions avant les événements des 17 et 18 juin 2016 qui ont fait «*22 blessés dont 5 par balles, 56 boutiques vandalisées dont 7 incendiées, 16 voitures et camions saccagés, 6 motos brûlées, 37 chèvres fusillées ou égorgées et leurs carcasses emportées, 8 bœufs abattus dont des femelles en gestation, des panneaux solaires emportés, brisés ou incendiés et 2 groupes électrogènes calcinés*». Côté militaire, on note 53 «*militaires expulsés*» de leurs logements dans la localité. Depuis, même si «*certains militaires, dont le colonel Issa Camara, ont été auditionnés*», l'enquête judiciaire sur la barbarie de Mali piétine. Tous les regards sont tournés vers la Justice militaire dirigée par le Haut commandant de la gendarmerie nationale, le général de Ibrahima Baldé. ■

Suite de la page 9

Parce qu'il a voulu amener les structures à organiser une convention pour le choix des candidats avant l'ordre du parti. Ils ont voulu me mêler à ça. J'ai dit que ça ne m'intéresse pas. Il a dit qu'il était prêt à financer cette convention lui, le candidat, en dehors des instructions du parti. Ils ont voulu m'attirer par toutes les manières. Mais je leur ai dit que je ne suis pas dedans. Je ne peux pas être membre du comité central et ne pas être à l'écoute du Bureau politique. Ce serait vraiment une aberration. Alors, il a organisé. Mais le Bureau politique est intervenu pour demander à ce qu'aucune convention ne soit organisée tant qu'il n'aura pas donné l'ordre. Donc, il était désespéré. La convention est venue et a été organisée. Je vous informe que je n'ai fait aucune tournée pour moi-même, parce que j'avais déjà passé 15 à 18 ans à la tête de la coordination de la sous-région Kissidougou-Guéckédou-Macenta. Donc, je n'avais presque pas besoin de candidature. Je le dis à l'attention de ceux devant lesquels il a voulu faire une sortie imposante pour montrer qu'il a de la valeur. Alors, on est venu. Il a distribué des téléphones aux gens. Il a distribué de l'argent. Il a promis des motos, monts et merveilles. Il a pensé que ceci allait dérouter les électeurs du RPG. Il y en avait 126. Pour vous dire qu'il était parti très loin, moi, membre du comité central, candidat, on m'a mis à la queue de la liste. Lui qui venait d'arriver, avec ce qu'il avait organisé, on l'a mis en tête. A l'uninomiale, il y avait 7 candidats. Le vote était tellement rigoureux que dans la salle, les 126 étaient là. On a demandé aux candidats à l'uninomiale de sortir. On nous a appelés un à un, par ordre d'inscription. Au finish, j'ai été élu par 99 voix contre 20 et quelques pour lui. Mécontent, il pensait que son statut était égal au statut d'un député. Nous venons ici, à toutes les rencontres que nous organisons, il voulait être présent. On était obligé un jour de le mettre dehors. Tout ça, c'est pour vous dire quel est le niveau de ce Monsieur par rapport au titre de politicien dont il se réclame. Il vient dans la cour du palais, il m'agresse en disant : « Non, il ne faut pas croire que tu es au-dessus de moi hein. Je suis dans l'antichambre. J'attends ». Ainsi de suite. Vraiment, moi je n'ai voulu rien dire. (...) Je me

suis retenu. Parce qu'après tout c'est un fils. Je suis plus âgé que son père. Voilà un peu comment je l'ai géré jusqu'à ce qu'il ait verbalement agressé le Premier ministre M. Saïd Fofana dont l'épouse est de Macenta. Même s'il n'a pas de respect pour lui parce qu'il est du régime du RPG dont il est lui-même militant, il devait avoir du respect parce que celui-ci a son épouse qui est de Macenta. Mais il l'a agressé. Il a demandé à ce que celui-ci démissionne. Je ne sais vraiment pas ce qu'il veut, ce jeune. Alors que dans un parti politique, vous vous retrouvez en structures. La structure à laquelle vous appartenez, si vous avez des réserves, c'est là où vous allez les accoucher. Ça se débat là. Et une décision est prise au nom du parti. Mais

du Dr Ousmane Kaba et de M. Mamadou Diawara qui ont été radiés du RPG, il est passé sur tous les toits pour réagir. Alors qu'il pouvait venir aux réunions du comité central parler, dire ce qu'il pensait. Il ne l'a pas fait. Certains ont demandé de le radier. Mais on a dit non, qu'il ne faut pas prendre un stylo et écrire sur lui. On l'a laissé comme tel. Il faut qu'il sache que la loi qui dit que le chef de l'Etat ne peut plus appartenir à un parti politique, ne lui interdit pas cependant d'aller en visite dans un parti politique. Il ne peut plus gérer un parti. Il ne peut plus gérer un commerce. Mais en tant que chef de l'Etat, si le RPG a besoin de lui, on peut l'appeler. Il peut venir pour au moins assister à la célébration d'un anniversaire du parti. Aucune loi ne le lui interdit.

vez avoir des moyens financiers et être un très mauvais politicien. Vous pouvez avoir un bon verbe sans être un bon politicien. Vous pouvez être très instruit sans être un bon politicien. Ce Monsieur utilise son argent pour s'afficher. Il est allé organiser sa rentrée à Siguiri. Il y avait une longue file de véhicules qui l'accompagnaient. (...) Mais ça, c'est de l'artificiel. Donc, il est allé se faire accompagner par des véhicules. Mais là où il s'est trompé, chaque fois qu'il y a une consultation électorale, chaque fois que nous sommes à l'orée d'une élection, il est allé à Siguiri. Et chaque fois qu'il y a été, nous sommes conscients qu'il a toujours été reçu. Mais les élections qui ont suivi, se sont toujours soldées par un échec cuisant pour lui. Il est

RPG. Je pense que c'était vraiment une bonne option que de se réfugier sous le grand baobab pour au moins être sous un ombrage. Mais s'il veut s'attaquer au RPG, non ! Il faut qu'il se dise que le voyage qu'il a fait n'a été que de l'artificiel. Ceux qui sont à Siguiri, beaucoup m'ont appelé pour me dire que c'est de la coquille purement et simplement vide. Il n'a fait que du théâtre. Et ce théâtre ne pourra que servir de folklore. Il saura qu'il n'est même pas maçon aux résultats des élections communales et communautaires qui pointent à l'horizon. Il saura que ce cortège de véhicules qui l'a accompagné, ça n'a servi qu'à le tromper. Donc, j'ai une pitié pour lui. Parce que quand il est en train de dépenser de cette façon et qu'à chaque fois qu'il part, on lui dit qu'on est avec lui et que les résultats issus des urnes prouvent le contraire, il devrait se ressaisir et comprendre que la politique n'est pas faite autrement. Et que lui, il ne peut pas déplanter le RPG à Siguiri qui est d'ailleurs la capitale de ce parti. Ce n'est pas le parti qui a fait cette désignation. Plutôt ce sont les Siguirika qui ont eux-mêmes imposé cela à travers des résultats, par leur mobilisation, leur engagement et leur détermination pour le RPG et pour le Pr Alpha Condé. Ceci ne peut pas s'estomper comme mine de rien, en un tour de main. Ce n'est pas possible. Je voudrais donc dire que si Mamadou Diawara est allé et a dit qu'on peut connaître le maçon au pied du mur, il faut qu'il sache que ces maçons, on les cherchera ailleurs, mais pas lui qui n'a même pas une truelle. Le Pr Alpha Condé est le bâtisseur de la Guinée, dont Siguiri. Il a fait ses preuves. Et aujourd'hui, l'opinion internationale est d'accord que sur le plan énergétique, il est le leader. Sur le plan minier, il est le leader. Sur le plan politique et même, économique il sera le leader. Et à l'interne, les actes qu'il a posés font qu'on n'a même pas besoin de poser la question aux militants. Eux-mêmes, ils répondront au moment venu, pour dire que leur bijou politique, c'est Alpha Condé. Peut-être que ça ne vous dérangera pas que je dise en dehors de la question que vous avez posée, que je suis de ceux qui souhaiteraient qu'Alpha Condé soit reconduit pour un 3e mandat.

Réalisée par
Mady Bangoura



Le parlementaire avertit l'ancienne ministre des Sports Domani Doré, Ahmed Sékou Traoré et Mamadou Diawara du PTS: «*Au RPG Arc-en-ciel, nous ne sommes pas un serpent à mille têtes*». Et votre «*théâtre*» n'aura servi que de «*folklore*», car «*vous ne pourrez pas déplanter le RPG*». «*Vous auriez dû vous réfugier sous le grand baobab pour au moins être sous un ombrage*».



lui, non. Dès qu'il a quelque chose qui lui passe par la tête, il n'attend plus le parti. Il va sur les antennes. Lui, son bureau politique, c'est dans les médias. Son comité central, ce sont des antennes de radios et télévisions. Les ressortissants de Macenta ont failli le lyncher. Ceux de Forécariah se sont élevés contre lui. Ils ont voulu le lyncher. Il a fallu qu'il vienne à la coordination des ressortissants de Macenta. Il quitte là-bas, c'est le président de la République qu'il attaque, le président en principe du parti. Même si celui-ci ne peut pas l'exercer maintenant, c'est lui le fondateur du parti. Et il finit par lui adresser tous les sales mots. On l'a suspendu du comité central. Et dernièrement, quand il s'est agi du problème

Même en France c'est comme ça. Voilà pourquoi et comment il est parti. Et je crois que c'est une bonne décharge pour le RPG que de voir M. Ahmed Sékou Traoré s'en aller.

Récemment, il y a le président du PTS, l'honorable Mamadou Diawara qui a tenu un meeting à Siguiri et que vous avez certainement suivi. Quelle lecture en faites-vous ?

Mamadou Diawara, en voilà un autre numéro ! C'est un ami personnel à moi. Nous siégeons à l'Assemblée nationale. Il m'appelle par mon ami. Egalement, je l'appelle ainsi. Mais vous savez, il y a des gens qui pensent que la politique est donnée à qui le veut. Or, non ! La politique n'est pas l'apanage de tout le monde. Vous pou-

natif de Siguiri, il n'y a pas de problème. Quand il vient, ses neveux, ses cousins et même ceux qui veulent avoir quelques sous avec lui, peuvent venir. Cet accueil n'a rien à voir avec une crédibilité politique, avec une assise populaire. Ça n'a rien à voir avec une confiance que la population a de vouloir se donner à lui pour la gérer. Non, il n'y a aucune commune mesure ! Et lui, il dit : « Maintenant, les Siguirika connaissent qui est qui. Et qu'on reconnaît le maçon au pied du mur ». Mais lui, il n'a même pas une truelle. Il était candidat comme Alpha Condé en 2010. Mais il n'a rien eu. Même sa caution de participation ne lui a pas été remboursée. Parce qu'il n'avait pas les suffrages qu'il fallait. Il est venu en alliance avec le



VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE





CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

lecourrier
deConakry.com



L'information citoyenne

www.lecourrierdeconakry.com

Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études
et de Renforcement des Compétences

Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement
Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



SIEGE SOCIAL : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance –Quartier Gironde
Quartier Gironde - 70 Rue Libourne, Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau
N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-MAROC.

CONTACTS A CASABLANCA:

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212
6 70 68 61 70/E-mail: contact@majafrique.com_ Site Web: www.majafrique.com

CONTACTS A CONAKRY:

GSM: (+224) 622 30 46 84 / 669 37 24 48

Email: scama84@yahoo.fr

**DIRECTEUR DELEGUE
GUINEE- CONAKRY**



Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE

BAR ADMIRABLE PLEIN AIR



Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

Chez Tonton Dacky



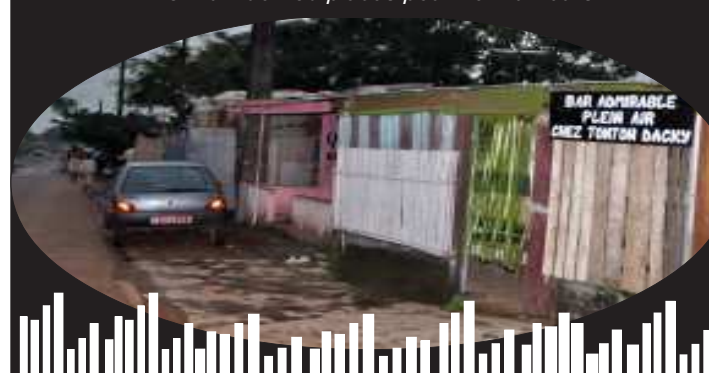
Rendez-vous à

Kissita

**GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU**

TÉL: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)



cliquez pour entrer dans le réseau
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)



Guinée Games

Million wan waran



9H00

Terre à Terre
11H30



12H00

BANNA BELE BELE
13H30



15H00

BINGO- NAFA-DIAMANT-WINI-
HERI-NATIONAL-JACKPOT
18H00

6 Tirages par jour

42 Tirages par semaine

168 Tirages par mois

2190 occasions par an de devenir **MILLIONNAIRES !**



LOTO 5/90